



Economie sociale et développement durable Visions, synergies et tensions

Simon MEERT – PhD Candidate

Introduction

Economie sociale au sein de l'UE

« L'économie sociale recouvre les entités ayant en commun les principes et caractéristiques essentiels suivants:

1. La primauté des personnes ainsi que des objectifs sociaux et/ou environnementaux sur le profit;
2. Le réinvestissement de la plupart des profits et excédents dans des activités dans l'intérêt des membres ou utilisateurs («intérêt collectif») ou de la société au sens large («intérêt général») ainsi que;
3. La gouvernance démocratique et/ou participative »

SOCIAL
ECONOMY
ACTION
PLAN



Cooperatives



Mutual benefit
societies



Associations
(including charities)



Foundations



Social
enterprises

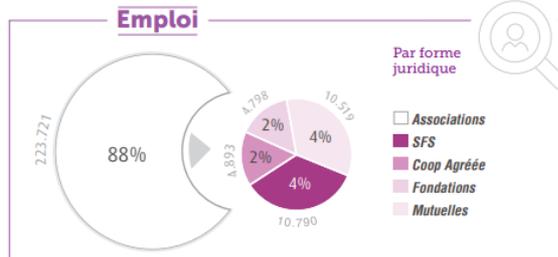
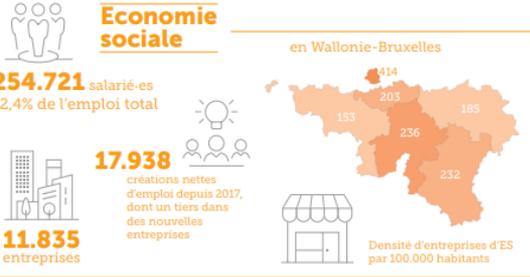
L'économie sociale en chiffres!





Introduction

Economie sociale en Wallonie et à Bruxelles



Les salarié-es de l'ES en 2021

Genre

Forte prépondérance de femmes



Hors santé, elles sort 60%

70% ES
50% Eco classique

L'âge

Davantage de seniors



L'ES emploie donc proportionnellement 25% de seniors en plus que l'économie classique

8% ES
6% Eco classique

Régime de travail

Grande proportion de temps partiel



Disparité par genre : 55% pour les femmes / 30% pour les hommes

50% ES
34% Eco classique

Genre dans les CA

Minorité de femmes

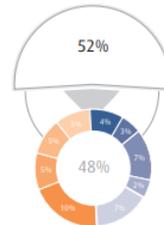


Ajors qu'en 2003 : 28% ES / 23% Eco classique

37% ES
22% Eco classique

Par secteur d'activité

- Santé et action sociale
- Activité de services
- Activité de loisirs
- Titres-services
- Entreprises de travail adapté
- Administration
- Soutien aux entreprises
- Enseignement
- Sciences et techniques
- Autres



Source : Etat des Lieux de l'économie sociale 2021 - Observatoire de l'économie sociale - par ConcertES



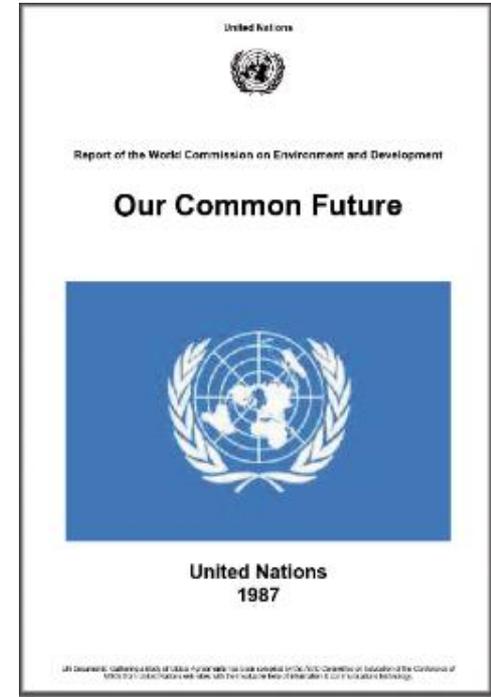
Introduction

Développement durable

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »

Deux concepts sont inhérents à cette notion:

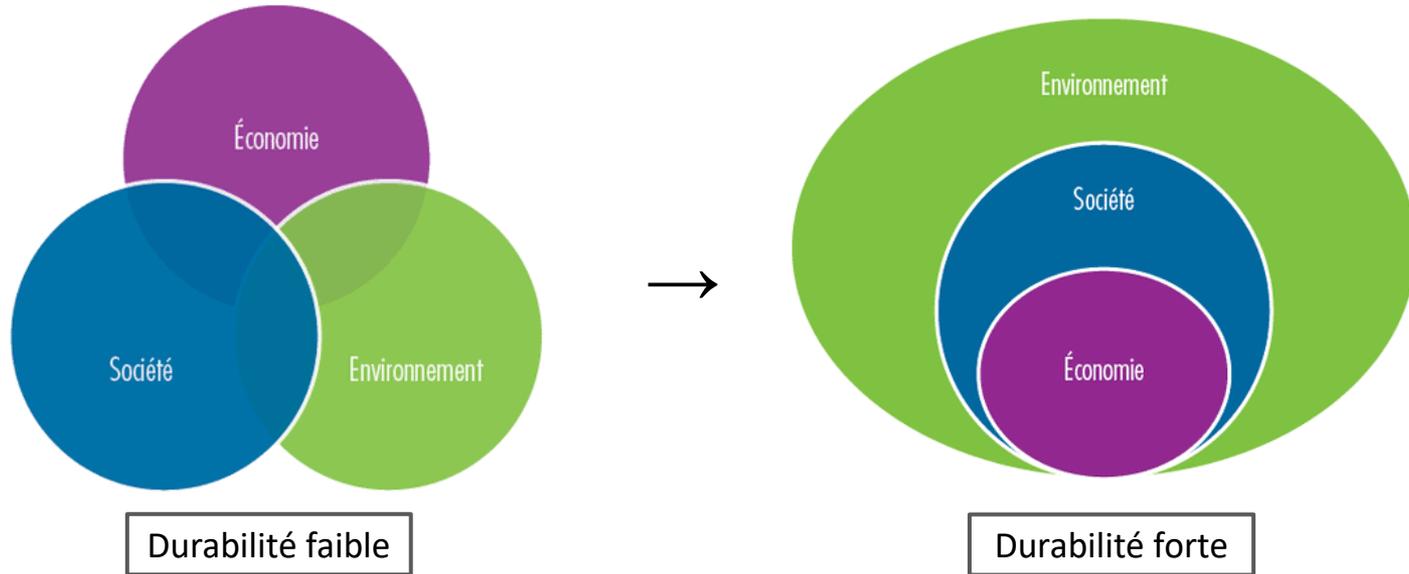
1. Le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité
2. L'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir »





Introduction

Deux approches différentes de la durabilité



→ Elimination de l'hypothèse d'indépendance du système économique avec la biosphère et la sociosphère



Introduction

Durabilité faible vs durabilité forte

DURABILITÉ FAIBLE 	DURABILITÉ FORTE 
Economie environnementale	Economie écologique
Développement durable	Durabilité
Croissance (verte) infinie	Limites écologiques non-négociables
Changements pragmatiques et incrémentaux	Changement radical et systémique
Progrès technologique et optimisme	Scepticisme vis-à-vis du progrès technologique et mise en place du principe de précaution
Changements comportementaux nécessaires limités	Remise en question fondamentale de nos valeurs et de nos comportements
Substituabilité parfaite du capital naturel avec les autres capitaux (social et économique)	Substituabilité limitée du capital naturel et préservation du capital naturel non-renouvelable
Bien-être basé sur la consommation	Distanciation du bien-être basé sur la consommation
Gestion du « business risk » au sein du marché	Transformation du marché
Priorité à l'efficacité	Priorité à la soutenabilité



A l'intersection de l'ES et du DD

Un enjeu de légitimité

Un problème ? Une opportunité ?

- ▶ La **centralité de leurs missions sociales** et leurs principes protecteurs ont historiquement **protégé** les entreprises d'économie sociale (EES) de la **démonstration de leur légitimité pragmatique**
 - Elles bénéficiaient d'un « **surplus de légitimité** », principalement fondé sur leur **légitimité morale**
- ▶ Aujourd'hui :
 - La montée de la RSE floute les frontières entre ES et non-ES ('blurring boundaries')
 - Les pressions de reporting croissante de la part des financeurs
 - Les pressions normatives et réglementaires au niveau supranational (Accords de Paris, ODD, CSRD, etc.)
 - L'ambition de croissance du secteur (> ONU, OCDE, OMT, UE)

... poussent les EES à **s'améliorer sur la démonstration de leurs plus-values**, de ce qu'elles « apportent » en termes de bénéfices sociétaux **au regard du développement durable**

→ **Passage de la légitimité morale à la légitimité pragmatique**



Cadre n°1

Les objectifs de développement durable (ODD)

- ▶ Cadre de durabilité établi en 2015 par les 193 membres de ONU
- ▶ Composé de 17 objectifs, 169 cibles, 244 indicateurs
- ▶ Remplace les Millenium Development Goals (MDGs)
- ▶ Intégration des enjeux écologiques, sociaux et économiques en un seul cadre (1st time!)
- ▶ Objectif de « rassembler ainsi les gouvernements, le secteur privé, la société civile », au Nord comme au Sud
- ▶ Vision (non-contraignante) pour 2030: « Agenda 2030 »
- ▶ Résultat de négociations politiques, d'un consensus international, pas de fondation scientifique
- ▶ Langage commun

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



2  Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	
Faim	2.1. D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourissoires, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.
Malnutrition	2.2. D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2030 les objectifs relatifs à l'état nutritionnel établis aux niveaux de croissance et à l'émancipation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.
Productivité et petits exploitants	2.3. D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et vitales, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'accès au crédit et d'emploi autres qu'agricoles.
Agriculture performante et résiliente	2.4. D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuer à la préservation des écosystèmes, renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorer progressivement la qualité des terres et des sols.
Diversité et partage des ressources génétiques	2.5. D'ici à 2030, préserver la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiques et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées, des réseaux nationaux, régionaux et internationaux, et favoriser l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale.
Recherche agronomique	2.6. Accroître, notamment dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, l'investissement en faveur de l'infrastructure sociale, des services de recherche et de vulgarisation agricoles et de la mise au point de technologies et de banques de gènes de plantes et d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés.
Exportation et commerce	2.7. Couvrir et prévenir les restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux, y compris par l'élimination progressive de toutes les formes de subventions aux exportations agricoles et de toutes les mesures relatives aux exportations aux effets similaires, conformément au mandat du Cycle de développement de Doha.
Fonctionnement des marchés alimentaires	2.8. Adopter des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés de denrées alimentaires et des produits dérivés et faciliter l'accès rapide aux informations relatives aux marchés, y compris les réserves alimentaires, afin de contribuer à éviter l'instabilité des prix des denrées alimentaires.



Cadre n°1

Les objectifs de développement durable (ODD)

► Critiques

1. Manque d'impact de la société civile dans les négociations
2. Caractère paternaliste et occidental-centré
3. Indicateurs environnementaux insuffisants et relatifs (vs limites absolues)
4. Objectifs contradictoires (ex: 8 & 13)
5. Absence de remise en cause de la croissance
6. Manque d'impact politique au niveau mondial
7. Outil de green/SDGs – washing
8. ...

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

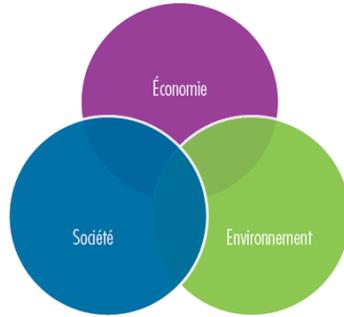


2	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
Faim	2.1. D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourissoires, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.
Malnutrition	2.2. D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs relatifs à l'état nutritionnel établis aux niveaux de croissance et à l'innocence parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.
Productivité et petite exploitation	2.3. D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et vitales, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'accéder au crédit et d'empêcher les pertes agricoles.
Agriculture performante et résiliente	2.4. D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuer à la préservation des écosystèmes, renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorer progressivement la qualité des terres et des sols.
Diversité et partage des ressources génétiques	2.5. D'ici à 2030, préserver la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiques et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées, des réseaux nationaux, régionaux et internationaux, et favoriser l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et de leur savoir traditionnel associé et de leur partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale.
Recherche agricole	2.6. Accroître, notamment dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, l'investissement en faveur de l'infrastructure rurale, des services de recherche et de vulgarisation agricole et de la mise au point de technologies et de banques de gènes de plantes et d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés.
Exportation et commerce	2.7. Corriger et prévenir les restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux, y compris par l'élimination progressive de toutes les formes de subventions aux exportations agricoles et de toutes les mesures relatives aux exportations aux effets similaires, conformément au mandat du Cycle de développement de Doha.
Fonctionnement des marchés alimentaires	2.8. Adopter des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés de denrées alimentaires et des produits dérivés et faciliter l'accès rapide aux informations relatives aux marchés, y compris les réserves alimentaires, afin de contribuer à éviter l'instabilité des prix des denrées alimentaires.

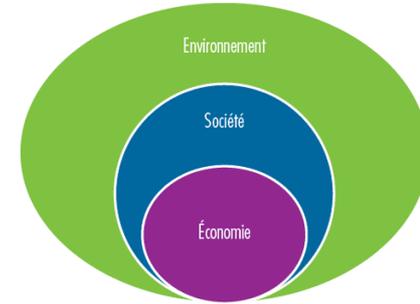


Cadre n°1 – Les ODD

Quelle approche de la durabilité ?



Durabilité faible



Durabilité forte



OBJECTIFS  **DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

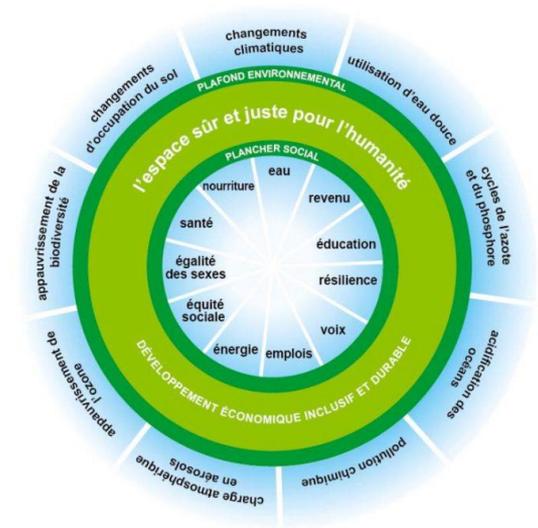




Cadre n°2

La théorie du Donut

- ▶ Cadre de durabilité en forme de Donut établi par Kate Raworth en 2017
- ▶ Intégration des enjeux écologiques, sociaux et économiques en un seul cadre
- ▶ Vision (non-contraignante) pour l'avenir
- ▶ Autre langage commun, mais moins reconnu
- ▶ Compromis entre les enjeux sociaux des ODD (le « plancher ») et les fondations scientifiques relatives aux limites planétaires (le « plafond »)
- ▶ Au sein du Donut se trouve l'espace sûr et juste pour l'humanité, dans lequel peut prospérer une économie inclusive et durable
- ▶ Remise en cause de la croissance comme objectif en soi

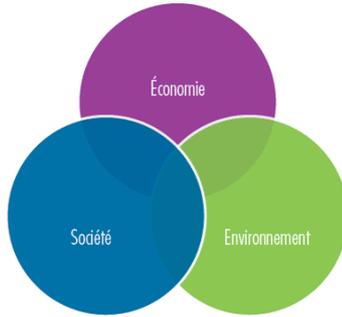


<https://donut.brussels/>

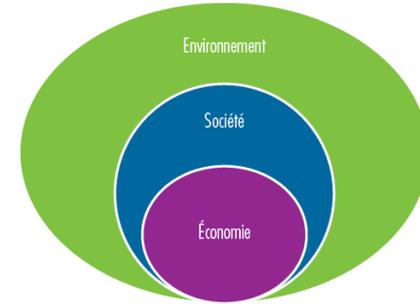


Cadre n°2 – Le Donut

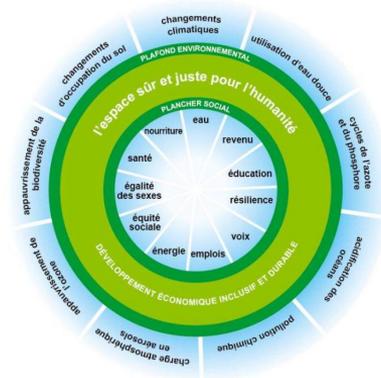
Quelle approche de la durabilité ?



Durabilité faible



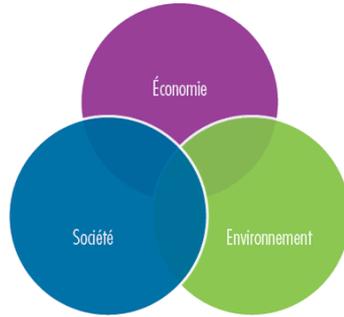
Durabilité forte



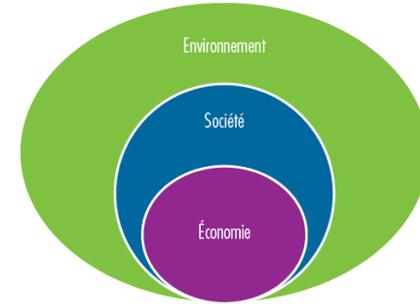


ODD & Donut

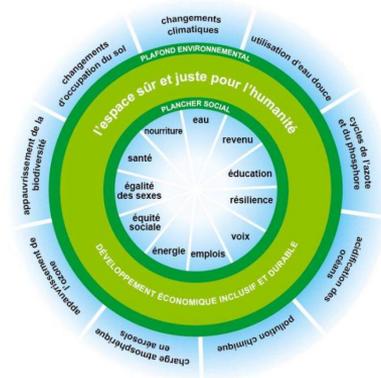
Quelles approches de la durabilité ?



Durabilité faible



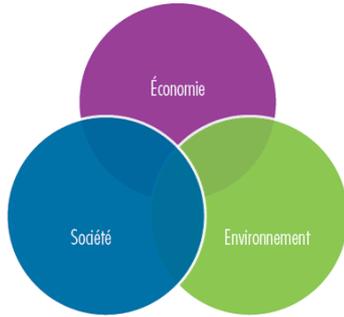
Durabilité forte



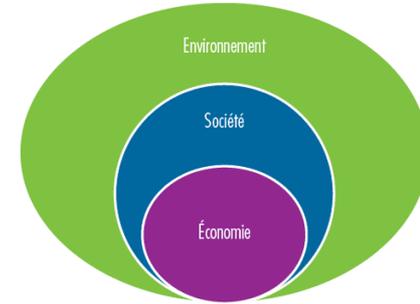


ODD & Donut

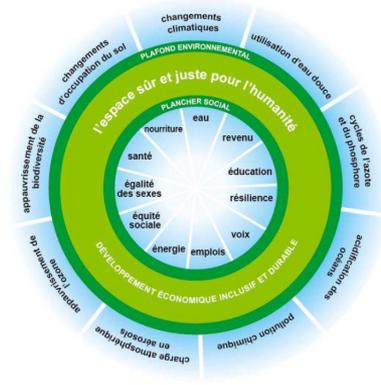
Quelles approches de la durabilité ?



Durabilité faible



Durabilité forte



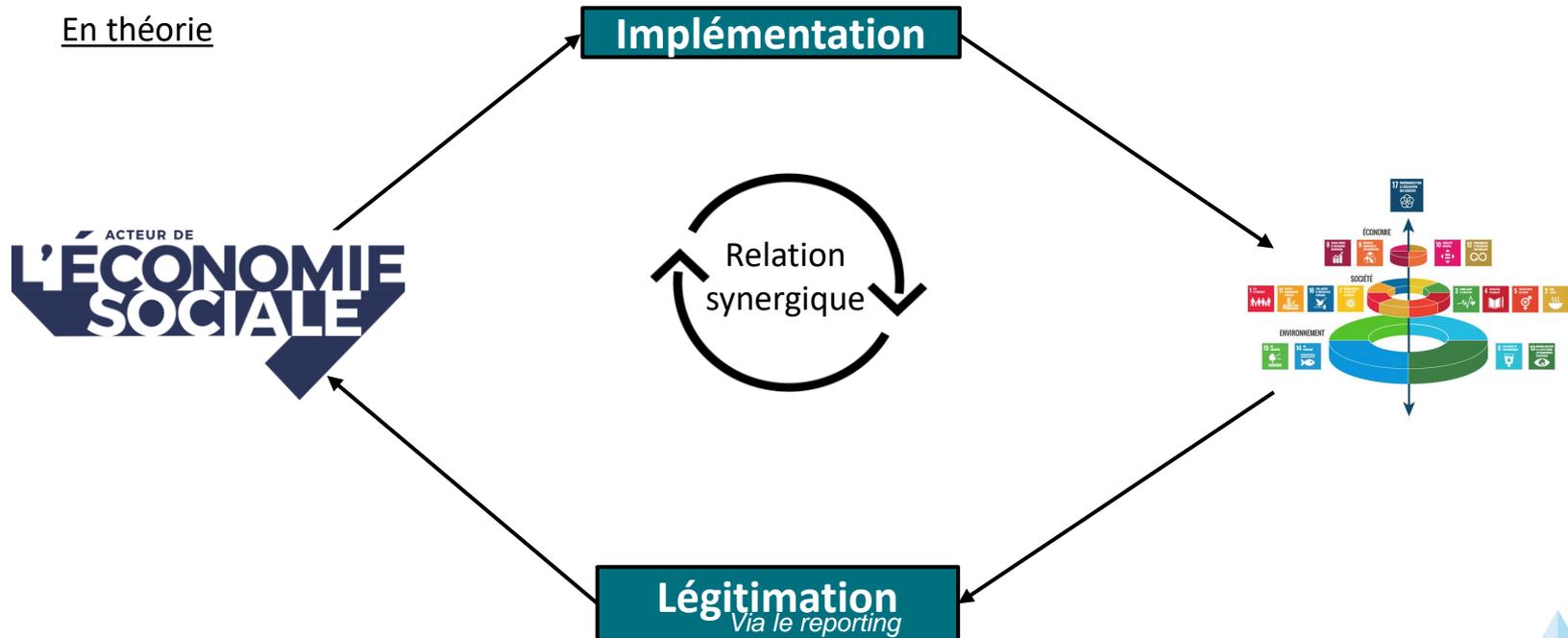


Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions

- Réponse des acteurs : quid des entreprises d'économie sociale ?

En théorie





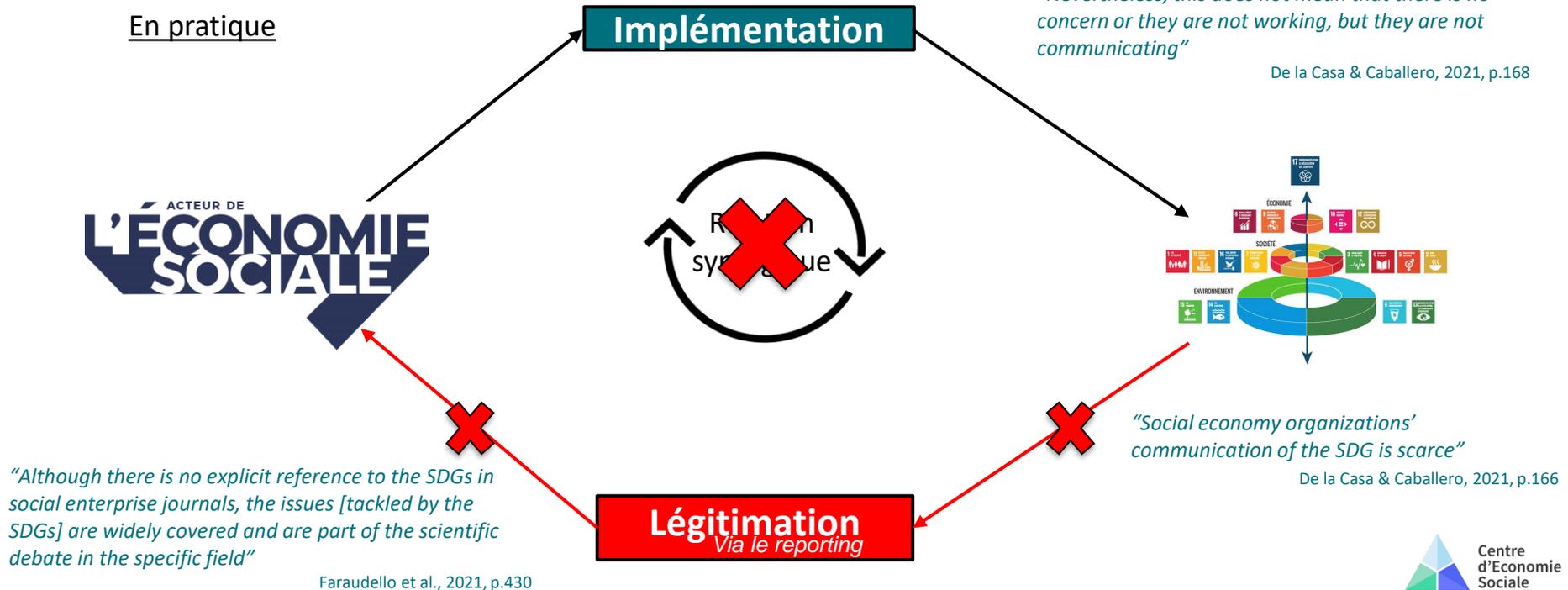
Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions

“Very few of the organizations leading their sectors have a well-defined communication strategy for SDG”
De la Casa & Caballero, 2021, p.167

- ▶ Réponse des acteurs : quid des entreprises d'économie sociale ?

En pratique



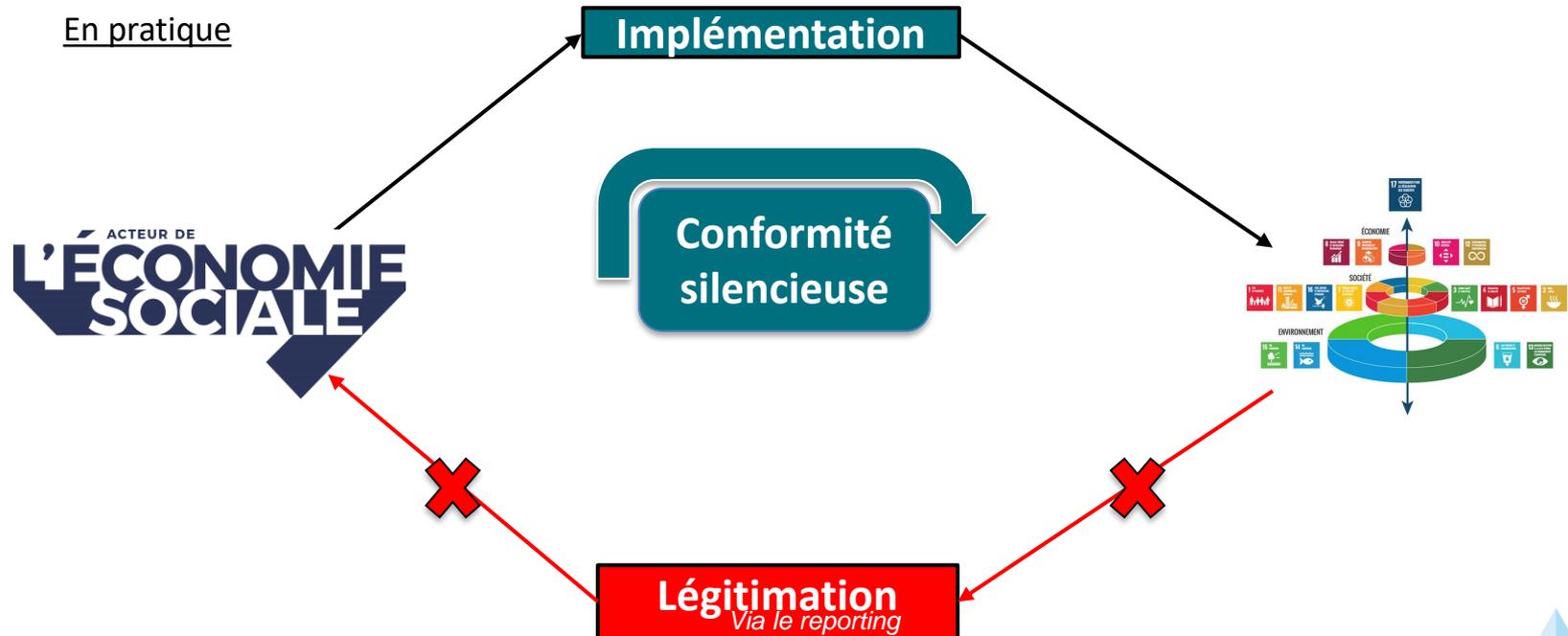


Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions

- Réponse des acteurs : quid des entreprises d'économie sociale ?

En pratique



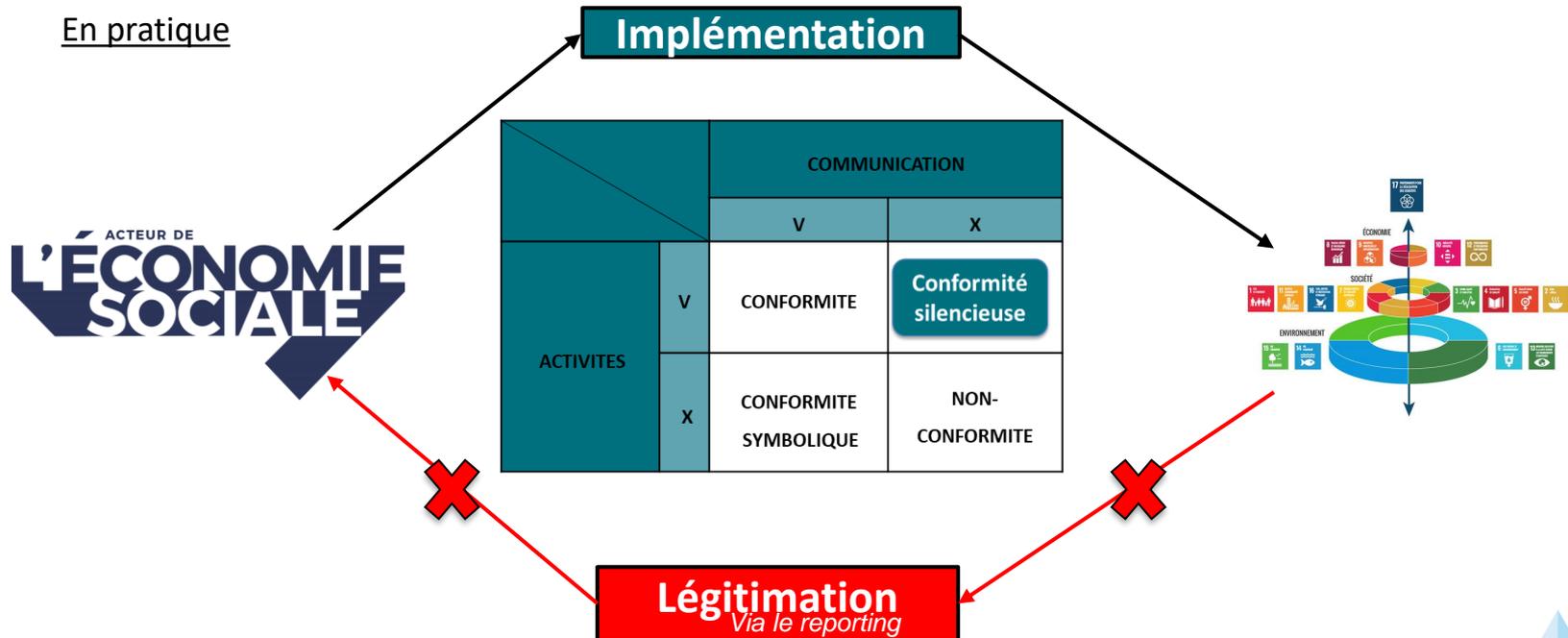


Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions

- ▶ Réponse des acteurs : quid des entreprises d'économie sociale ?

En pratique





Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions

→ Pourquoi les EES sont-elles bien outillées pour répondre aux enjeux du DD ?

► Forces

- C'est dans leur ADN : « *Economie sociale, fille de nécessité* » (Jacques Defourny)
- Principes organisationnels favorables à la prise en compte des enjeux de nature collective
 - › Mission sociale (sociétale) (1)
 - Gouvernance démocratique et participative (2)
 - Limitation de la rémunération du capital (3)

► Limites

- Difficultés de (re)connaissance et de financement auprès d'acteurs plus traditionnels
- Maintien de la gouvernance participative sur le long terme
 - › Indispensable pour les questions d'arbitrage et de synergie entre les différents enjeux du développement durable, ainsi que pour l'acceptabilité et le soutien aux solutions proposées



Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions

→ Pourquoi les associations sont-elles bien outillées pour répondre aux enjeux du DD ?

► Forces

- Forme de l'ES la plus naturellement orientée vers l'intérêt général
- Forme organisationnelle connue, facilite l'adhésion des gens aux projets qu'elles portent
- Capacité à mobiliser des ressources non-marchandes à grande échelle (dons, bénévolat), qui sont indispensables pour poser des choix forts qui permettent de prendre en compte les externalités
- Atout de confiance, indispensable si on veut innover socialement dans un monde où le chacun pour soi est la norme
- Rappelle qu'il faut lutter contre le « tout au marché », qu'il est fondamental pour les ODD/la transition juste de ne pas s'appuyer uniquement sur des mécanismes de marché sinon risque d'exclusion, d'externalités négatives et de sous-production des biens collectifs



Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions

→ Pourquoi les associations sont-elles bien outillées pour répondre aux enjeux du DD ?

▶ Limites

- Ne transforment pas autant les comportements des gens sur les marchés que les coopératives
- Présence moins facile dans les secteurs d'activité à haute intensité de capital et donc représente moins une alternative porteuse dans ces secteurs
- Croissance plus lente que les coopératives (pas de pratique de mise en réserve pour auto-financer la croissance, peu de pratique d'emprunt, capacité limitée à attirer les capitaux) et donc moins d'alternatives inspirantes de grande taille
 - › Sauf dans les secteurs très institutionnalisés donc dépendants des choix de l'Etat



Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions

- ▶ Rappel : Divers facteurs... poussent les EES à s'améliorer sur la démonstration de leurs plus-values, de ce qu'elles « apportent » en termes de bénéfices sociétaux au regard du développement durable

Est-il opportun pour les EES de mobiliser les ODD pour démontrer leurs plus-values ?

Quelles sont les opportunités liées à la démonstration de la contribution des EES aux ODD ?

1. Positionnement externe
 - ODD = outil de traduction de l'ES et de ses pratiques
 - Légitimité morale → pragmatique
 - EES = entreprises de la durabilité
2. Améliorations internes
 - Définition, communication et suivi d'un plan stratégique de durabilité

Quelles sont les risques liés à la démonstration de la contribution des EES aux ODD ?

1. Charge de travail et coûts supplémentaires
2. Pressions isomorphiques (EES → conventionnelles)
3. Dérives de la quantification
4. Perte d'identité
5. Soutien implicite au paradigme de la durabilité faible





Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions

- Divers facteurs... poussent les EES à s'améliorer sur la démonstration de leurs plus-values, de ce qu'elles « apportent » en termes de bénéfices sociétaux au regard du développement durable

Est-il opportun pour les EES de mobiliser les ODD pour démontrer leurs plus-values ?

OUI

OUI et NON

NON

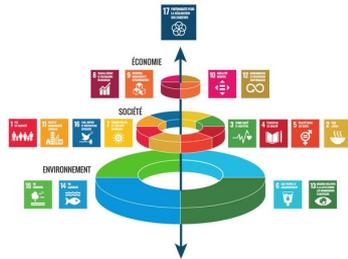
Adapter le cadre (1)

Adapter le cadre (2)

Changer de cadre

Adapter le processus

Adapter l'audience

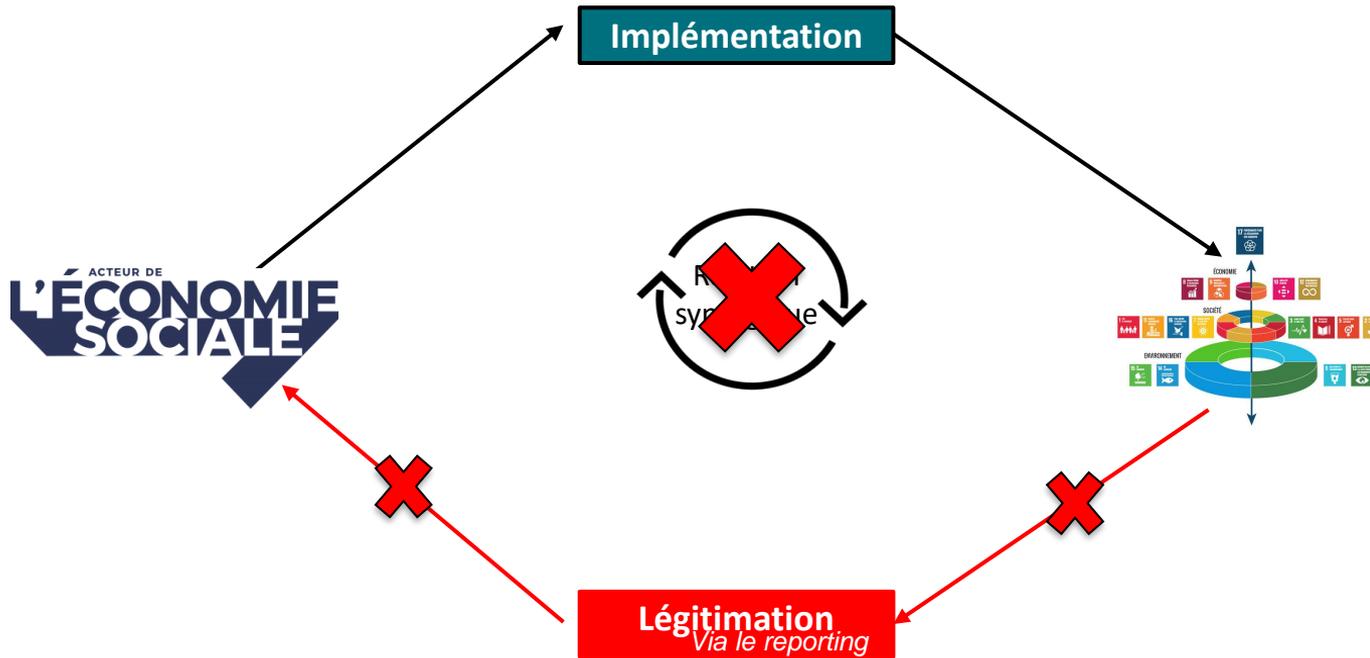


Conformité	Conformité silencieuse
CONFORMITE SYMBOLIQUE	NON-CONFORMITE



Economie sociale & ODD

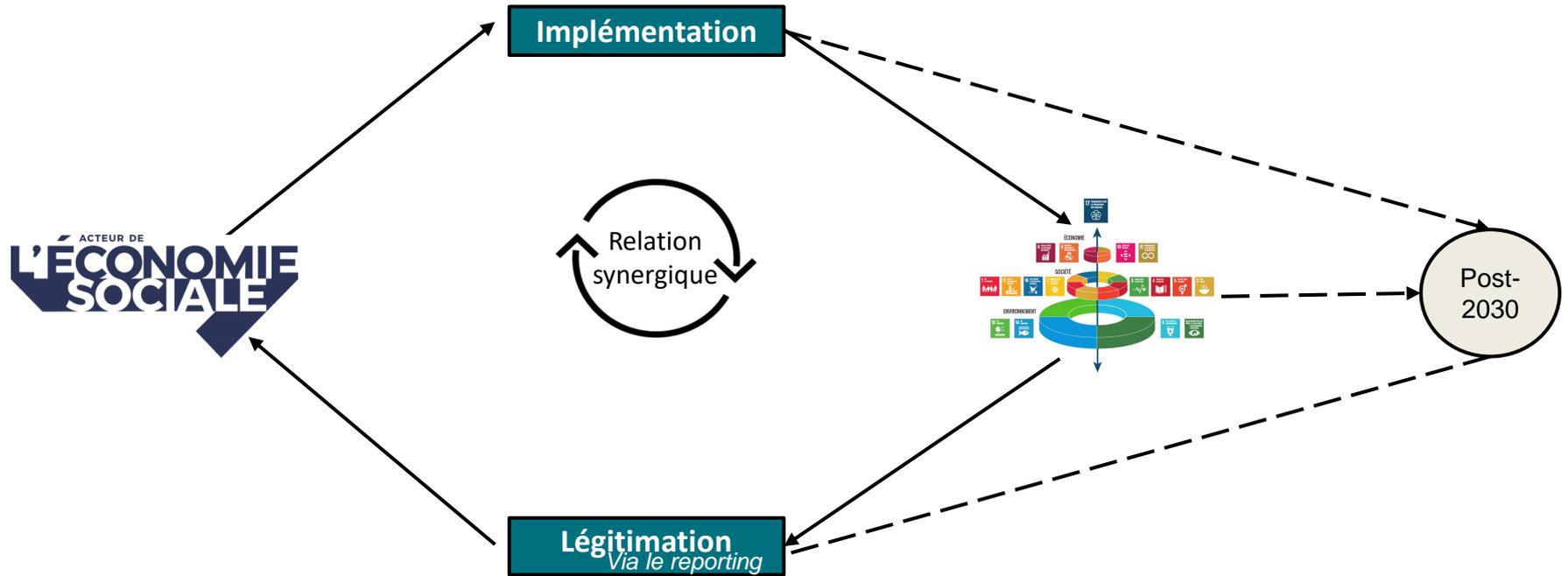
Entre synergies et tensions





Economie sociale & ODD

Entre synergies et tensions





Economie sociale et développement durable Visions, synergies et tensions

Simon MEERT – PhD Candidate